

Service public fédéral Emploi,  
Travail et Concertation sociale

ADMINISTRATION DES  
RELATIONS COLLECTIVES  
DU TRAVAIL  
Direction du Greffe  
et de la force obligatoire des CCT



Fédérale overheidsdienst  
Werkgelegenheid, Arbeid  
en Sociaal Overleg  
ADMINISTRATIE VAN DE  
COLLECTIEVE  
ARBEIDSBETREKKINGEN  
Directie van de Griffie en de  
algemeen verbindend verklaring  
van de CAO's

### ERRATUM

SOUS-COMMISSION PARITAIRE  
POUR LES SERVICES DES AIDES  
FAMILIALES ET DES AIDES  
SENIORS DE LA COMMUNAUTE  
FRANÇAISE, DE LA REGION  
WALLONNE ET DE LA  
COMMUNAUTE  
GERMANOPHONE  
n° 318.01

**CCT n° 79437/CO/318.01  
du 27/03/2006**

Correction du texte en néerlandais :

- à l'article 2, § 2, l'âge du travailleur doit être corrigé comme suit : « *De werknemer van minstens 50 jaar, 3/4-tijds of meer tewerkgesteld, heeft recht op de aanvullende vergoeding als hij een uitkering ontvangt in het kader van de carrièreplanning krachtens een van de réglementeringen opgesomd in artikel 1 §3, door zijn prestaties halftijds te verminderen.* ».

**Désision du**

### ERRATUM

PARITAIR SUBCOMITE VOOR  
DE DIENSTEN VOOR GEZINS-  
EN BEJAARDENHULP VAN DE  
FRANSE GEMEENSCHAP, HET  
WAALSE GEWEST EN DE  
DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

nr. 318.01

**CAO nr. 79437/CO/318.01  
van 27/03/2006**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- in het artikel 2, § 2, moet de leeftijd van de werknemer zoals volgt gelezen worden : « *De werknemer van minstens 50 jaar, 3/4-tijds of meer tewerkgesteld, heeft recht op de aanvullende vergoeding als hij een uitkering ontvangt in het kader van de carrièreplanning krachtens een van de réglementeringen opgesomd in artikel 1 §3, door zijn prestaties halftijds te verminderen.* ».

**Beslissing van**

9

**Sous-Commission Paritaire pour les services des aides familiales  
et des aides seniors de la Communauté française,  
de la Région wallonne et de la Communauté germanophone**

---

Convention collective de travail du 27 mars 2006 relative à l'indemnité complémentaire  
octroyée dans le cadre de l'aménagement de la carrière.

**CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION**

Article 1

- §1 La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des services d'aide aux familles et aux personnes âgées subsidies par la Région wallonne, par la communauté germanophone et par les commissions communautaires française et commune de la Région de Bruxelles-Capitale qui rattachent à la Sous-Commission Paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.
- § 2 Pour l'application de la présente convention collective de travail, il faut entendre par travailleur : le personnel aide familiale, aide ménagère, garde à domicile, garde d'enfants malades qu'il soit ouvrier ou employé, masculin ou féminin ainsi que les ouvriers polyvalents qu'il soient masculin ou féminin.
- §3 Pour l'application de la présente convention collective de il faut également entendre par aménagement de la carrière :
- le système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps instauré par la convention collective de travail n°77bis du 19 décembre conclue au sein du Conseil National du Travail;
  - l'interruption de carrière professionnelle et la réduction des prestations instaurées par la section 5 de la loi de redressement contenant des dispositions sociales du 22 janvier 1985 (Moniteur belge du 24 janvier 1985);
  - les systèmes mis en place ultérieurement par le Ministère fédéral de l'emploi et du travail qui remplacent, modifient ou complètent les systèmes de pause carrière visés ci-dessus.

NEERLEGGING-DÉPÔT	RÉGISI-FI-ENREGISTR.
05 -OV 2006	1 <sup>3</sup> -M- 2005
	NR 13.437 16   31801

## CHAPITRE H : CONDITIONS

### Article 2

- §1 Chaque travailleur visé à 1 §2 peut bénéficier d'une indemnité complémentaire à l'allocation octroyée dans le cadre de l'aménagement de la carrière, s'il répond aux conditions fixées par le présent article.
- §2 Le travailleur de 50 ans au moins, occupé à 3/4 temps ou plus, aura droit à l'indemnité complémentaire s'il obtient une allocation octroyée dans le cadre de l'aménagement de la carrière en vertu d'une des réglementations énumérées à l'article 1er §3 en réduisant ses prestations à mi-temps.

## CHAPITRE m : OBJECTIF

### Article 3

Par la conclusion de la présente convention, les partenaires sociaux souhaitent octroyer une indemnité complémentaire dans le cadre de l'aménagement de la carrière au bénéfice des travailleurs qui arrivent en fin de carrière. Le financement et le versement de cette allocation seront réalisés par le Fonds social de la Sous-Commission paritaire.

## CHAPITRE IV : MONTANT DE L'INDEMNITÉ

### Article 4

- §1 Le montant de l'indemnité complémentaire prise en charge par le Fonds social est de 36,34 EUROS bruts par mois (à l'indice du mois de mai 2002) d'aménagement de carrière, par travailleur bénéficiaire occupé à temps plein avant la réduction du temps de travail.

Ce montant est réduit à 75%, soit 27,26 EUROS bruts par mois (à l'indice du mois de mai 2002) par travailleur bénéficiaire occupé à moins d'un temps plein avant la réduction du temps de travail.

- §2 Le montant de l'indemnité complémentaire est lié à l'indexation des allocations de chômage telle que définie dans la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en compte pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux

travailleurs indépendants. La révision du montant se fera au même moment.

## CHAPITRE V : PROCÉDURE

### Article 5

- §1 Le fonds social établit un formulaire type de demande d'indemnité complémentaire. Une copie de la décision d'acceptation de l'aménagement de la carrière doit être jointe au formulaire.
- §2 Chaque employeur visé à l'article 1 est tenu de remettre à son travailleur qui répond aux conditions fixées à l'article 2 §2 un formulaire de demande d'indemnité complémentaire, dès l'instant où le travailleur l'informe que le Directeur du bureau de chômage de l'O.N.E.M. accepte sa demande d'aménagement de carrière.
- §3 Le travailleur en aménagement de carrière renvoie au secrétariat du Fonds social le formulaire complété.
- §4 Après vérification, le secrétariat du Fonds social verse mensuellement au demandeur l'indemnité d'aménagement de carrière visée à l'article 4. La durée des versements sera égale à la durée de l'aménagement de carrière accordée par l'Onem.
- §5 La procédure visée au § 1 à 4 doit être suivie à chaque renouvellement ou prolongation de pause carrière.
- §6 Tout travailleur, entrant dans le système pendant la durée de la convention collective de travail, bénéficiera de l'indemnité complémentaire jusqu'à l'âge de la pension pour autant qu'il continue à répondre aux conditions reprises dans la présente convention collective de travail.

## CHAPITRE VI : DISPOSITIONS FINALES

### Article 6

- §1 La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er octobre 2005 et est conclue pour une durée indéterminée. Cette convention collective de travail abroge et remplace la convention collective de travail relative à l'indemnité complémentaire octroyée dans le cadre de l'aménagement de la carrière conclue le 20 février 2006 et enregistrée sous le numéro 78948.
- §2 La présente convention collective de travail peut être dénoncée par l'une des parties signataires moyennant un préavis de 3 mois notifié par lettre recommandée à la

poste, au Président de la sous-Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

2

# Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waaise Gewest en de Duitstalige Gemeenschap

---

Collectieve arbeidsovereenkomst van 27 maart 2001 betreffende de activiteiten van de  
toegekend in het kader van de carrièreplanning.

## HOOFDSTUK I: TOEPASSINGSGEBIED

### Artikel 1

- §1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, gesubsidieerd door het Waaise Gewest, door de Duitstalige Gemeenschap en door de Franse en Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waaise Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.
- §2 Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, moet onder werknemer worden verstaan: het personeel voor gezinshulp, huishoudhulp, thuisopvang, opvang voor zieke kinderen, arbeiders of bedienden, mannen of vrouwen, evenals de polyvalente arbeiders, mannelijk of vrouwelijk.
- §3 Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst moet eveneens onder carrièreplanning verstaan worden:
- het systeem van tijdskrediet, loopbaanvermindering en halftijdse vermindering van arbeidsprestaties, ingevoerd door collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis van 19 december 2001, gesloten in de Nationale Arbeidsraad;
  - de beroepsloopbaanonderbreking en de vermindering van de prestaties, ingevoerd door afdeling 5 van de herstellwet houdende de sociale bepalingen van 22 januari 1985 (Belgisch Staatsblad van 24 januari 1985);
  - de systemen die later zijn ingevoerd door het Fédérale Ministerie van tewerkstelling en arbeid, die de hierboven beschreven systemen van loopbaanonderbreking vervangen, wijzigen of aanvullen.

NEERLEGGING-DÉPOT	REGISTR.-ENREGISTH.
05 -04- 2006	13 -04- 2006

N<sup>h</sup>? 43.434 16131801

## HOOFDSTUKII: VOORWAARDEN

### Artikel 2

§1 Iedere werknemer bedoeld in artikel 1 §2 kan een aanvullende vergoeding genieten op de uitkering toegekend in het kader van de carrièreplanning, als hij beantwoordt aan de voorwaarden bepaald door dit artikel.



50

§2 De werkneme'r van minstens ~~K~~jaar, %-tijds of meer tewerkgesteld, heeft recht op de aanvullende vergoeding als hij een uitkering ontvangt in het kader van de carrièreplanning krachtens een van de reglementeringen opgesomd in artikel 1 §3, door zijn prestaties halftijds te verminderen.

## HOOFDSTUK III: DOEL

### Artikel 3

Door het sluiten van deze overeenkomst wensen de sociale partners een aanvullende vergoeding toe te kennen in het kader van de carrièreplanning ten gunste van de werknemers die op het einde van hun loopbaan zijn. De financiering en de storting van deze uitkering zal gebeuren door het Sociaal Fonds van het paritair subcomité.

## HOOFDSTUK IV: BEDRAG VAN DE VERGOEDING

### Artikel 4

§1 Het bedrag van de aanvullende vergoeding, ten laste genomen door het Sociaal Fonds bedraagt 36,34 EUR bruto per maand (index van de maand mei 2002) carrièreplanning, per rechthebbende werknemer die voltijds tewerkgesteld was vòôr de arbeidsduurvermindering.

Dit bedrag wordt verminderd tòt 75 %, hetzij 27,26 EURO bruto per maand (met de index van de maand mei 2002) als de rechthebbende werknemer minder dan voltijds tewerkgesteld was vòôr de arbeidsduurvermindering.

§2 Het bedrag van de aanvullende vergoeding wordt gekoppeld aan de indexering van de werkloosheidsuitkeringen, zoals bepaald in de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee moet rekening worden gehouden bij de berekening van bepaalde bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. De herziening van dit bedrag zal op hetzelfde ogenblik gebeuren.

## HOOFDSTUK V: PROCEDURE

### Artikel 5

- §1 Het sociaal fonds stelt een standaard aanvraagformulier op voor een aanvullende vergoeding. Een kopie van de beslissing tót aanvaarding van de carrièreplanning moet bij het formulier gevoegd worden.
- §2 Elke werkgever bedoeld in artikel 1 moet zijn werknemer die aan de voorwaarden, bepaald in artikel 2 §2 een aanvraagformulier voor aanvullende vergoeding bezorgen, vanaf het moment waarop de werknemer hem inlicht dat de Directeur van het tewerkstellingsbureau van de R.V.A. zijn aanvraag tót carrièreplanning aanvaardt.
- §3 De werknemer in carrièreplanning stuurt het secretariaat van het sociaal fonds het vervolledigd formulier op.
- §4 Na contrôle stort het secretariaat van het Sociaal Fonds de aanvrager maandelijks de vergoeding voor carrièreplanning, bedoeld in artikel 4. De duur van de stortingen zal gelijk zijn aan de duur van de carrièreplanning, toegestaan door de RVA.
- §5 De procédure bedoeld in § 1 tót 4 moet gevolgd worden bij elke vernieuwing of verlenging van de loopbaanonderbreking.
- §6 Elke werknemer die in het systeem stapt tijdens de duur van de collectieve arbeidsovereenkomst, zal de aanvullende vergoeding genieten tót de pensioenleeftijd, voor zover hij b i p beantwoorden aan de voorwaarden opgenomen in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

## HOOFDSTUK VI: SLOTBEPALINGEN

### Artikel 6

- §1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 oktober 2005 en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Deze collectieve arbeidsovereenkomst herroept en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de aanvullende vergoeding, toegekend in het kader van de carrièreplanning, gesloten op 20 februari 2006 en geregistreerd onder het nummer 78948.
- §2 Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door een van de ondertekenende partijen worden opgezegd, mits een opzeggingstermijn wordt nageleefd van 3 maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.